Appel au respect des droits de l'homme pour bénéficier des fonds du CSLP II

@rib News, 29/05/2012 â€“ Source XinhuaA quatre mois de la tenue Ã Paris de la ConfÃ©rence des bailleurs du Burundi pour le Cadre stratÃ©gique de lutte contre la pauvretÃ©-2e gÃ©nÃ©ration (CSLP II), Parole et Actions pour le RÃ©veil des Consciences et l'Evolution des MentalitÃ©s (PARCEM), ONG burundaise, a plaidÃ© mardi pour plus de respect des droits de l'homme au Burundi afin de bÃ©nÃ©ficier des fonds du CSLP II.Pour Faustin Ndikumana, prÃ©sident de cette ONG, "il faut montrer la volontÃ© de mettre en application la stratÃ©gie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption, un document consensuel connu de tous les bailleurs de fonds, pour qu'on arrive au mois d'octobre avec une situation un peu amÃ©liorÃ©e et ainsi Ã©viter que les bailleurs aient des prÃ©textes de nous refuser ces fonds".
Lors d'une rencontre avec la presse, il a Ã©voquÃ© les causes, les consÃ©quences et les risques de la violation des droits de l' homme au Burundi avec beaucoup d'attention sur les risques liÃ©s au manque de financements Ã©ventuels consÃ©cutifs Ã la violation des droits de l'homme au Burundi."Les pays en voie de dÃ©veloppement, le Burundi y compris, doivent se livrer Ã une compÃ©tition, notamment en ce qui est du respect des droits de l'homme", a soulignÃ© le prÃ©sident de PARCEM.Un dÃ©lÃ©guÃ© de l'Union EuropÃ©enne invitÃ©, Ã cette occasion, les Burundais Ã se concentrer sur leur volontÃ© garantir la sÃ©curitÃ© et l'Ã©panouissement sans nÃ©cessairement songer Ã satisfaire les bailleurs de fonds comme condition de bÃ©nÃ©ficier de leurs moyens."Les droits de l'homme sont une valeur en soi, mais pas une chose de se faire payer de l'argent", a martelÃ© Pincaud Panel, conseiller politique Ã la dÃ©lÃ©gation de l'Union EuropÃ©enne.L'Union EuropÃ©enne a d promis de livrer une enveloppe incitative de 50 millions d'euros dont le dÃ©caissement est liÃ© Ã une condition d'afficher une volontÃ© de commencer Ã mettre en application la stratÃ©gie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption.